

Organisation Voix des Sans Voix

43, Rue Edmond Paul, Carrefour-Feuilles. Port-au-Prince, Haïti
16, Ruelle Sajous, Govibe, Gonaïves, Haïti
33, Avenida México, Santo Domingo Este, República Dominicana
Telephone: +1 829 329-2323 / +509 3776-5788 / 5633-2930
Email: organisation.vsv@gmail.com / Site web: www.vosav.org



RAPPORT D'ANALYSE SUR LA DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION SÉCURITAIRE EN HAÏTI DEPUIS L'ASSASSINAT DU PRÉSIDENT JOVENEL MOÏSE ET SES RÉPERCUSSIONS SUR LA VIE NATIONALE (2021–2026)

Produit par : Voix des Sans Voix (VOSAV)

Organisation de promotion, de défense et de protection des droits humains
République d'Haïti

Mai 2026

TABLE DES MATIÈRES

‘Justice pour tous, sans exception’

1. Résumé exécutif
2. Introduction
3. Contexte général de la crise sécuritaire post-7 juillet 2021
4. Évolution de la violence armée en Haïti (2021–2026)
5. Impact sur les institutions républicaines
6. Impact socio-économique et humanitaire sur la population
7. Constatations et recherches de terrain de VOSAV
8. Analyse de l'impact sur la vie nationale
9. Recommandations stratégiques
10. Conclusion
11. Références bibliographiques

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

‘Justice pour tous, sans exception’

Le présent rapport analyse l'évolution de la situation sécuritaire en République d'Haïti depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021 jusqu'en mai 2026, ainsi que ses conséquences sur la stabilité institutionnelle, la cohésion sociale et les conditions de vie de la population haïtienne.

L'assassinat du Chef de l'État a constitué un tournant majeur dans l'histoire contemporaine du pays, accélérant une crise institutionnelle déjà profonde et ouvrant la voie à une expansion sans précédent des groupes armés sur le territoire national.

À travers des données issues de rapports nationaux et internationaux, des enquêtes communautaires et des observations de terrain réalisées par Voix des Sans Voix (VOSAV), cette étude met en évidence une dégradation continue de la sécurité publique, marquée par la multiplication des homicides, des enlèvements, des violences sexuelles, des déplacements forcés et de la paralysie progressive de nombreuses institutions publiques.

Le rapport démontre que la crise sécuritaire actuelle dépasse largement le cadre criminel pour constituer aujourd'hui une menace directe contre la stabilité de l'État, la démocratie, les droits fondamentaux et l'avenir de la nation haïtienne.

2. INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, Haïti évolue dans un contexte marqué par des défis structurels liés à la gouvernance, à la pauvreté, à l'instabilité politique, à la faiblesse des institutions publiques et à la vulnérabilité socio-économique.

Toutefois, l'assassinat du Président Jovenel Moïse, le 7 juillet 2021, a profondément aggravé cette situation, créant un vide institutionnel majeur et accélérant l'effondrement progressif de l'autorité de l'État dans plusieurs régions du pays.

À partir de cette date, la violence armée s'est intensifiée, les groupes criminels ont étendu leur contrôle territorial et les institutions chargées d'assurer la sécurité publique ont été confrontées à des défis sans précédent.

Le présent rapport vise à analyser l'évolution de cette crise sécuritaire, à documenter ses impacts sur la vie nationale et à formuler des recommandations stratégiques fondées sur les recherches de terrain menées par VOSAV.

3. CONTEXTE GÉNÉRAL DE LA CRISE POST-7 JUILLET 2021

L'assassinat du Président Jovenel Moïse a plongé Haïti dans une période d'incertitude politique et institutionnelle sans précédent.

L'absence d'une transition institutionnelle claire, les divisions politiques internes, la fragilité des institutions publiques ainsi que la faiblesse des capacités opérationnelles des forces de sécurité ont créé un environnement favorable à l'expansion des groupes armés.

Les principales conséquences immédiates observées après juillet 2021 sont :

‘Justice pour tous, sans exception’

- L'affaiblissement de la chaîne de commandement institutionnelle ;
- La montée des rivalités politiques ;
- La réduction de la capacité opérationnelle des forces de l'ordre ;
- L'occupation progressive de plusieurs zones stratégiques par des groupes armés ;
- La détérioration accélérée du climat des affaires et des investissements.

Cette période marque le début d'une transformation profonde de la crise sécuritaire en crise nationale multidimensionnelle.

4. ÉVOLUTION DE LA VIOLENCE ARMÉE EN HAÏTI (2021–2026)

4.1 Expansion territoriale des groupes armés

Depuis 2021, plusieurs groupes armés ont considérablement renforcé leur présence dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince ainsi que dans plusieurs départements du pays.

Les zones particulièrement affectées comprennent :

1. Port-au-Prince ;
2. Delmas ;
3. Carrefour ;
4. Croix-des-Bouquets ;
5. Cité Soleil ;
6. Tabarre ;
7. Artibonite ;
8. Mirebalais ;
9. Kenscoff.

Dans plusieurs de ces territoires, les populations vivent sous la menace constante des affrontements armés, des barrages illégaux, des extorsions et des déplacements forcés.

4.2 Augmentation des homicides

Depuis 2021, les violences armées ont entraîné la mort de plusieurs milliers de citoyens.

Les formes de violence les plus fréquemment observées incluent :

- Exécutions sommaires ;
- Affrontements entre groupes rivaux ;
- Attaques contre les populations civiles ;
- Massacres communautaires ;

‘Justice pour tous, sans exception’

- Assassinats ciblés.

Cette hausse des homicides contribue à un climat permanent de peur et de traumatisme collectif.

4.3 Kidnappings et criminalité organisée

L'enlèvement contre rançon s'est imposé comme l'un des principaux mécanismes de financement des réseaux criminels.

Les victimes comprennent :

- Commerçants ;
- Enseignants ;
- Étudiants ;
- Professionnels de santé ;
- Responsables religieux ;
- Fonctionnaires ;
- Acteurs de la société civile.

Ces actes criminels paralysent considérablement la mobilité sociale et économique.

4.4 Violences sexuelles et violences basées sur le genre

Les violences sexuelles sont devenues une arme de domination territoriale.

Les victimes sont principalement :

- Femmes ;
- Adolescentes ;
- Mineures ;
- Personnes déplacées.

Ces violences provoquent des traumatismes durables et aggravent la vulnérabilité sociale.

5. IMPACT SUR LES INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES

5.1 Police Nationale d'Haïti

La Police Nationale fait face à :

- Un déficit important en effectifs ;
- Des pertes humaines significatives ;
- Des attaques répétées contre des commissariats ;
- Des limitations logistiques ;
- Un déficit d'équipements spécialisés.

‘Justice pour tous, sans exception’

5.2 Forces Armées d'Haïti

Les Forces Armées d'Haïti, remobilisées pour contribuer à la sécurité nationale, disposent encore de capacités limitées face à l'ampleur de la crise.

Les principaux défis observés comprennent :

- Un effectif insuffisant ;
- Des capacités logistiques limitées ;
- Des équipements insuffisants ;
- Un déploiement territorial encore restreint.

5.3 Système judiciaire

- Le système judiciaire demeure fortement affecté :
- Suspension d'activités judiciaires ;
- Retard dans le traitement des dossiers ;
- Menaces contre les magistrats ;
- Difficultés d'accès aux tribunaux.

5.4 Administration publique

Plusieurs institutions publiques fonctionnent de manière partielle ou intermittente.

Cette situation réduit considérablement la capacité de l'État à fournir des services essentiels.

6. IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE ET HUMANITAIRE

6.1 Déplacements forcés

Des milliers de familles ont été contraintes d'abandonner leurs domiciles.

- Les conséquences comprennent :
- La création de sites de déplacement improvisés ;
- L'insécurité alimentaire ;
- La promiscuité ;
- L'exposition accrue aux maladies.

6.2 Éducation

Le système éducatif est gravement affecté :

‘Justice pour tous, sans exception’

- Fermeture d'écoles ;
- Interruption des activités académiques ;
- Abandon scolaire ;
- Exposition des jeunes au recrutement criminel.

6.3 Santé

Les structures sanitaires subissent :

- Des ruptures d'approvisionnement ;
- Des difficultés de circulation des ambulances ;
- Une diminution de l'accès aux soins.

6.4 Économie nationale

Les impacts économiques comprennent :

- Ralentissement des investissements ;
- Augmentation du chômage ;
- Inflation ;
- Hausse du coût de transport ;
- Fermeture d'entreprises ;
- Diminution de la production nationale.

7. CONSTATATIONS ET RECHERCHES DE TERRAIN DE VOSAV

Dans le cadre de ses missions de monitoring communautaire, Voix des Sans Voix (VOSAV) a documenté plusieurs violations graves des droits humains.

7.1 Violations documentées

Les cas recensés concernent :

- Assassinats extrajudiciaires ;
- Disparitions forcées ;
- violences sexuelles ;
- Déplacements forcés ;
- Intimidations communautaires ;
- Destructures de biens privés.

7.2 Observations communautaires

Les enquêtes réalisées par VOSAV montrent :

- a. une augmentation du sentiment d'abandon institutionnel ;
- b. une perte de confiance envers les institutions publiques ;
- c. une dégradation de la cohésion sociale ;
- d. une aggravation de la précarité économique.

7.3 Témoignages de terrain

‘Justice pour tous, sans exception’

Plusieurs citoyens interrogés déclarent :

- « La peur est devenue une réalité quotidienne. »
- « Les familles vivent sans protection ni perspective. »
- « Les enfants grandissent dans un environnement dominé par la violence. »

8. ANALYSE DE L'IMPACT SUR LA VIE NATIONALE

La crise sécuritaire affecte profondément :

- La gouvernance
- Affaiblissement de l'autorité publique ;
- Crise de légitimité institutionnelle.

La cohésion sociale

- Fragmentation communautaire ;
- Perte de confiance collective.

La jeunesse

- Migration forcée ;
- Recrutement criminel ;
- Décrochage scolaire.

La démocratie

Report des échéances électorales ;
Réduction de la participation citoyenne.

9. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES FAITES PAR VOSAV

À l'État haïtien

1. Renforcer la Police Nationale d'Haïti

L'État doit procéder à :

1. une augmentation substantielle des effectifs ;
2. un recrutement massif et transparent ;
3. une formation spécialisée et continue ;
4. un renforcement logistique et technologique.

2. Renforcer les Forces Armées d'Haïti (FAD'H)

‘Justice pour tous, sans exception’

1. Face à l'ampleur de la crise sécuritaire, il apparaît indispensable de renforcer les Forces Armées d'Haïti à travers :
2. L'augmentation progressive et significative des effectifs ;
3. La modernisation des capacités opérationnelles ;
4. Le développement de programmes de formation stratégique et tactique ;
5. L'amélioration des équipements et moyens de mobilité ;
6. Le déploiement coordonné dans les zones stratégiques à haut risque ;
7. Le renforcement de la coopération opérationnelle entre les FAD'H, la PNH et les autres institutions de sécurité.
8. Le renforcement des Forces Armées doit s'inscrire dans une vision républicaine, professionnelle et respectueuse des droits humains.

3. Restaurer la présence de l'État

- a. Reconquête des zones sous influence criminelle ;
- b. Sécurisation des infrastructures publiques ;
- c. Rétablissement des services publics essentiels.

4. Renforcer le système judiciaire

- a. Protection des magistrats ;
- b. Réactivation des tribunaux ;
- c. Accélération du traitement des dossiers criminels.

À la communauté internationale

1. Soutenir les institutions sécuritaires haïtiennes ;
2. Renforcer l'assistance humanitaire ;
3. Appuyer la stabilisation institutionnelle ;
4. Lutter contre le trafic illicite d'armes.

À la société civile

1. Renforcer les mécanismes communautaires d'alerte ;
2. Promouvoir la culture de paix ;
3. Protéger les défenseurs des droits humains ;
4. Intensifier la documentation des violations.

10. CONCLUSION

Cinq années après l'assassinat du Président Jovenel Moïse, Haïti demeure confrontée à une crise sécuritaire systémique qui menace directement la stabilité nationale, la cohésion sociale et la survie institutionnelle de la République.

Les données recueillies, combinées aux recherches de terrain de Voix des Sans Voix (VOSAV), démontrent que la restauration durable de la paix nécessite une réponse coordonnée, inclusive et structurée impliquant l'État, la société civile et la communauté internationale.

Face à cette réalité, VOSAV appelle à une mobilisation urgente afin de protéger la population, restaurer l'autorité de l'État et préserver les fondements démocratiques de la nation haïtienne.

‘Justice pour tous, sans exception’

11. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Nations Unies (BINUH)

1. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
2. Organisation Internationale pour les Migrations
3. Human Rights Watch
4. Banque Mondiale
5. Enquêtes de terrain de VOSAV (2021–2026)

Fait aux Gonaïves, 13 Mai 2026



Stevenson Sterling Adolfo **Macéus**
Président

‘Justice pour tous, sans exception’